

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)

ZI Rue de l'Europe
BP 80236
57370 PHALSBourg

Code AIOT : 0005402438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC) implanté ZAE de Boulouze 21110 FAUVERNEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "sous-traitance", déployée cette année sur les sites SEVESO. Cette action a pour objectif d'obtenir un état des lieux du niveau de respect des exigences réglementaires pour les trois thèmes suivants :

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- la maîtrise des procédures d'exploitation,
- la maîtrise des procédures d'urgence.

En complément, l'Inspection a contrôlé les suites données par l'exploitant par rapport aux non-conformités formulées lors de la précédente inspection du 22 juin 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)
- ZAE de Boulouze 21110 FAUVERNEY
- Code AIOT : 0005402438
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- led : Non

Le site est un entrepôt logistique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale "sous-traitance SEVESO"
- suites inspection du 22 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - x les observations éventuelles ;
 - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 7.7.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
7	Suites 2021 – séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 5.1.2	/	Sans objet
8	Suites 2021 – rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 4.3.7	/	Sans objet
9	Mesures constructives	Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 7.3.2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non-conformités ont été relevées lors de cette inspection. La première est relative à une procédure manquante liée aux MMR et la seconde concerne un RIA non accessible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Liste sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a recours régulièrement à des sociétés extérieures. D'ailleurs, deux sont présentes en permanence sur le site : une participant à la maintenance et à l'entretien des chariots et la seconde pour le ménage des locaux. Les autres sociétés sont sollicitées pour les tests et maintenance des détecteurs et autres moyens de lutte, pour les travaux divers, la manipulation de nacelle, etc. L'exploitant élabore un plan de prévention pour chaque société. Il dispose donc d'une liste exhaustive de ses sous-traitants. Ces plans sont valables un an pour les sociétés régulièrement amenées à venir sur le site. Un tableau permet de connaître quels plans de prévention arrivent à expiration. Environ 50 de ces entreprises sont répertoriées dans le suivi de l'exploitant. Le jour de l'inspection, les plans de prévention des deux sociétés présentes sur le site, sont valables et complets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Conduite accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Quand un nouvel agent vient sur le site pour la première fois, l'exploitant organise une visite préalable. Elle consiste à faire un tour de la plateforme pour présenter l'activité, les conditions de travail, les risques, le point de rassemblement... Pour certains opérateurs tels que ceux en charge de la maintenance des véhicules de guidage automatique (AGV), un accueil sécurité est proposé. En plus de la visite préalable, une explication théorique des règles de fonctionnement, des règles liées à la sécurité incendie et à la sécurité alimentaire, est proposée via une borne d'accueil. Dans le plan de prévention, l'exploitant s'assure que les risques inhérents au site sont connus par la société sous-traitante. Dans ce plan, on peut, par exemple, retrouver une analyse de risques très complète élaborée entre FM et la société extérieure. Ensuite, les deux parties signent le document, preuve que les informations sont connues de tous. Toutefois, seul le responsable sécurité de la société sous-traitante signe le document. L'exploitant considère alors que les agents qui vont venir travailler sur leur site sont informés mais rien ne le prouve. Seuls les agents travaillant au poste de garde signent eux-mêmes le plan de prévention. → Ainsi, le plan de prévention peut être amélioré en faisant signer les sous-traitants actifs sur le site afin de s'assurer qu'ils aient bien été informés des risques sur le site, des précautions à prendre et des bons réflexes en cas d'accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Plan formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Dans le plan de prévention, en particulier, à travers l'analyse de risques, il est clairement défini les besoins en habilitation et en formation de chaque agent œuvrant sur le site pour les travaux désignés. La société extérieure a ensuite la charge de fournir à FM les preuves que ses agents disposent de ces exigences. Les justificatifs sont ensuite vérifiés et archivés. Le plan de formation n'est donc pas géré par l'exploitant mais par les sous-traitants directement. FM veille uniquement sur la validité des habilitations et des formations à renouveler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Chaque plan de prévention indique la nécessité ou non d'un permis de feu pour procéder aux travaux ciblés. L'exploitant dispose dans son SGS d'une procédure (MEDIA-FVN-06392/5) qui encadre le permis de feu. Elle présente les situations nécessitant un permis de feu, le rôle de chaque intervenant, les personnes habilitées... Il est aussi précisé que le permis est valable une seule journée, sauf exceptions devant être détaillées et justifiées. En général, il est délivré le matin tôt jusqu'à 13h. Ainsi, les techniciens de maintenance de la société FM peuvent surveiller la fin des travaux et faire une ronde jusqu'à 4 h après la fin. Une signature est demandée à l'opérateur pour tracer sa surveillance. Seuls ces techniciens sont « habilités » à faire cette surveillance. Les permis de feu examinés lors de l'inspection sont complets et signés. Le SGS du site a été mis à jour et est daté du 8 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : Certains sous-traitants sont amenés à travailler sur des mesures de maîtrise de risques tels que les équipements de lutte contre le feu. Un plan de prévention est aussi prévu pour ces travaux.</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste exhaustive des mesures de maîtrise des risques de son site complétée par le risque associé, les moyens de maîtrise existants, les causes d'indisponibilités potentielles, les mesures compensatoires, le délai de maintenance et qui doit s'en charger. Cette liste est disponible dans la procédure MEDIA-FVN-26143/1 inclus dans le SGS,</p> <p>De plus, un document existe quand le sprinklage est en stand-by à l'occasion d'une maintenance. Il se présente sous forme de tableau accompagné d'une instruction. C'est un « permis de hors service » et est appelé « red tag » par l'exploitant.</p> <p>-> Il est demandé à l'exploitant d'élaborer une procédure complète (avant/pendant/après travaux) présentant les consignes et les mesures compensatoires pendant la mise en pause d'une MMR. Cette procédure sera à intégrer au SGS du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</p> <p>Constats : Le site dispose d'un POI. Il est testé tous les ans, si possible en présence du SDIS. Les sous-traitants travaillant sur le site participent à ces tests. L'exercice de 2021 mettait, d'ailleurs, en scène un sous-traitant qui s'est évanoui dans le local maintenance enfumé.</p> <p>Chaque année, un exercice évacuation est aussi organisé. Tous les agents présents sur le site, dont ceux des agents des sociétés extérieures, en prennent part.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suites 2021 – séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.
Constats : Le jour de l'inspection, les conteneurs prospectés contenaient les déchets prévus. Le tri des déchets était respecté. → Non conformité levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suites 2021 – rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Le 11 octobre 2021, l'exploitant a opéré un curage de tout le réseau de tuyauteries des eaux usées de son site. Ensuite, les analyses ont été réalisées sur ses rejets. Le compte-rendu montre que la valeur de pH mesuré est conforme à la prescription de l'arrêté (pH = 8,5). Toutefois, l'exploitant a lancé des discussions avec la communauté de communes pour revoir leur convention de rejet et permettre d'augmenter la valeur d'acceptabilité du pH afin d'éviter les curages systématiques. Le prochain curage suivi des analyses annuelles sont prévus pour le mois de novembre 2022. → Non conformité levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 7.3.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Le compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent les dispositions suivantes : (...) - les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2h et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. la fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles, (...)
Constats : Le jour de l'inspection, la porte coupe-feu située entre les cellules B10 et B14 a été testée. Sa fermeture a été rapide et efficace. Aucun obstacle ne bloquait sa fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Ces équipements sont facilement accessibles. (...)
Constats : Le jour de l'inspection, le RIA installé dans la cellule B15 était inaccessible. Des palettes étaient stockées devant le moyen d'intervention. -> L'exploitant devra évacuer ces palettes et veiller à ce que les moyens de lutte contre l'incendie soient tous accessibles en permanence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet